

**ARRETE
PORTANT DEROGATION A LA REGLE DU
REPOS DOMINICAL DES SALARIES
POUR LES CONCESSIONNAIRES
AUTOMOBILES - ANNEE 2023
N° ARSG-2022-28**

LA RAVOIRE, le 28 Novembre 2022

Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,

Vu la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;

Vu l'article L. 3132-26 du Code du travail portant de 5 à 12 le nombre de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire peut être supprimé,

Vu l'article R. 3132-21 du Code du travail stipulant que l'arrêté du maire relatif à la dérogation au repos dominical pour les commerces de détail prévu à l'article L. 3132-26, est pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mai 2019 portant abrogation de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2006 relatif à la fermeture le dimanche des établissements de vente de véhicules automobiles ;

Vu l'avis du Conseil municipal de La Ravoire en date du 7 Novembre 2022 approuvant les propositions de Monsieur le Maire concernant les dérogations au repos hebdomadaire dominical pour les concessionnaires automobiles sur l'année 2023 ;

Considérant les demandes émanant du Conseil national des professions de l'automobile ainsi que des concessionnaires automobiles de la commune sollicitant l'ouverture de leur établissement certains dimanches de l'année 2023 ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les concessionnaires automobiles établis sur la commune de La Ravoire sont autorisés à employer du personnel et à ouvrir les dimanches suivants :

- Le 15 janvier 2023,
- Le 12 mars 2023,
- Le 11 juin 2023,
- Le 17 septembre 2023,
- Le 15 octobre 2023.

Article 2 : Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur pourront travailler ces dimanches.

Les dimanches travaillés qui ont lieu le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur doit prendre toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

Article 3 : Chacun des salariés privés du repos dominical devra percevoir une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.

Cette majoration de salaire s'applique sous réserve des dispositions conventionnelles ou contractuelles, d'un usage voire d'une décision unilatérale de l'employeur, plus favorable aux salariés (article L3132-27 du Code du travail).

Article 4 : En outre, les salariés privés du repos dominical devront bénéficier d'un repos compensateur d'une durée équivalente en temps aux heures travaillées le(s) dimanche(s).

Le repos compensateur peut être accordé, soit collectivement, soit par roulement, dans une période qui ne peut excéder la quinzaine qui précède ou qui suit le(s) dimanche(s) travaillé(s).

Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

Article 5 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au Chef de service de Police municipale.

Le Maire,

A red circular stamp with the text "MAIRE de la RAV" at the top and "(Savoie)" at the bottom. In the center, there is a signature in black ink. The stamp is partially obscured by a large, thin, black oval shape that loops around it.

Alexandre GENNARO.

Destinataires :

- Le Préfet du Département de la Savoie,
- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- L'Inspecteur de la Direction du Travail de CHAMBERY.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.